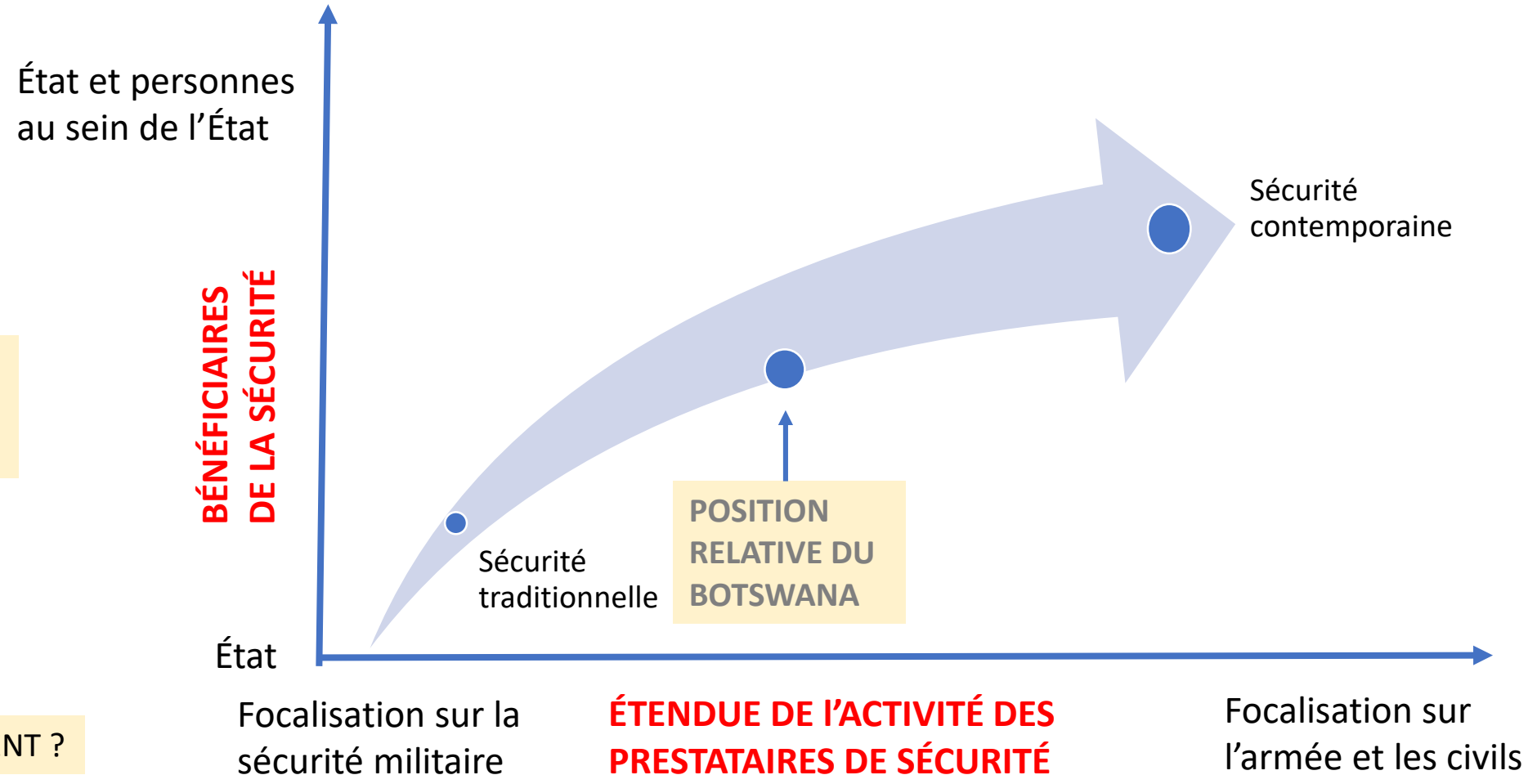
PRINCIPAUX ÉLÉMENTS DU PROCESSUS DE LA STRATÉGIE DE SÉCURITÉ NATIONALE II

Par

le général de brigade Gaseikanngwe Ace Peke (ret.)

Atelier du Centre d'études stratégiques de l'Afrique (Gaborone, du 8 au 12 avril 2019)

CONCEPT CONTEMPORAIN DE SÉCURITÉ - SYNTHÈSE



À QUEL MOMENT NOUS SOMMES-NOUS TROMPÉS ?

POUVONS-NOUS RAMASSER LES POTS CASSÉS ?

QUAND ET COMMENT ?

CONSÉQUENCES DES ZONES DE CONFORT ?

Adapté du Manuel de formation NSSR (DCAF) ISSAT (Autriche 2013)

1. La nécessité d'élaborer une stratégie de sécurité nationale et des points d'accès

- Constitution
  - Droits de l'homme fondamentaux et l'état de droit
  - Principes nationaux : démocratie, développement, autonomie, unité et Botho (humanité)
- Plans nationaux de développement
- Paix et prospérité relatives : louanges, « excellent exemple, miracle de l'Afrique »
- Besoin de changement dicté par
  - La dynamique des perspectives économique du pays
  - Le paysage et les valeurs sociales

  } **VISION 2016**
- Un rapport sur la stratégie de sécurité nationale pas pour réinventer la roue :
  - Lignes directrices – viser grand

- Commandant de la Force de défense du Botswana (BDF) de 2002 à 2003 : l'objectif est de développer une force de défense de petite taille, professionnelle, efficace et responsable dans le contexte de ressources nationales toujours plus rares.
  - Genèse de la BDF : Merafhe – Khama – Fisher - :
    - Gestion de la crise ; croissance dans un climat d'incertitude
    - Priorité donnée aux acquisitions de manière impulsive ; croissance soutenue et désordre
    - Repenser et identifier le dispositif de défense
- Instructions requises des hauts responsables politiques ; définition et protection de la politique étrangère ; engagements internes ; budget
- Programme de transformation requis

2. Relations dans une stratégie de sécurité géopolitique

Nations Unies (ONU) – Objectifs de développement du millénaire (OMD) Sécurité sociale, ex : réduction de la pauvreté

Organisation de l'unité africaine (OUA) – calebasse de sécurité ; Union africaine (UA) – Cadre politique relatif à la réforme du secteur de la sécurité (PFSSR)

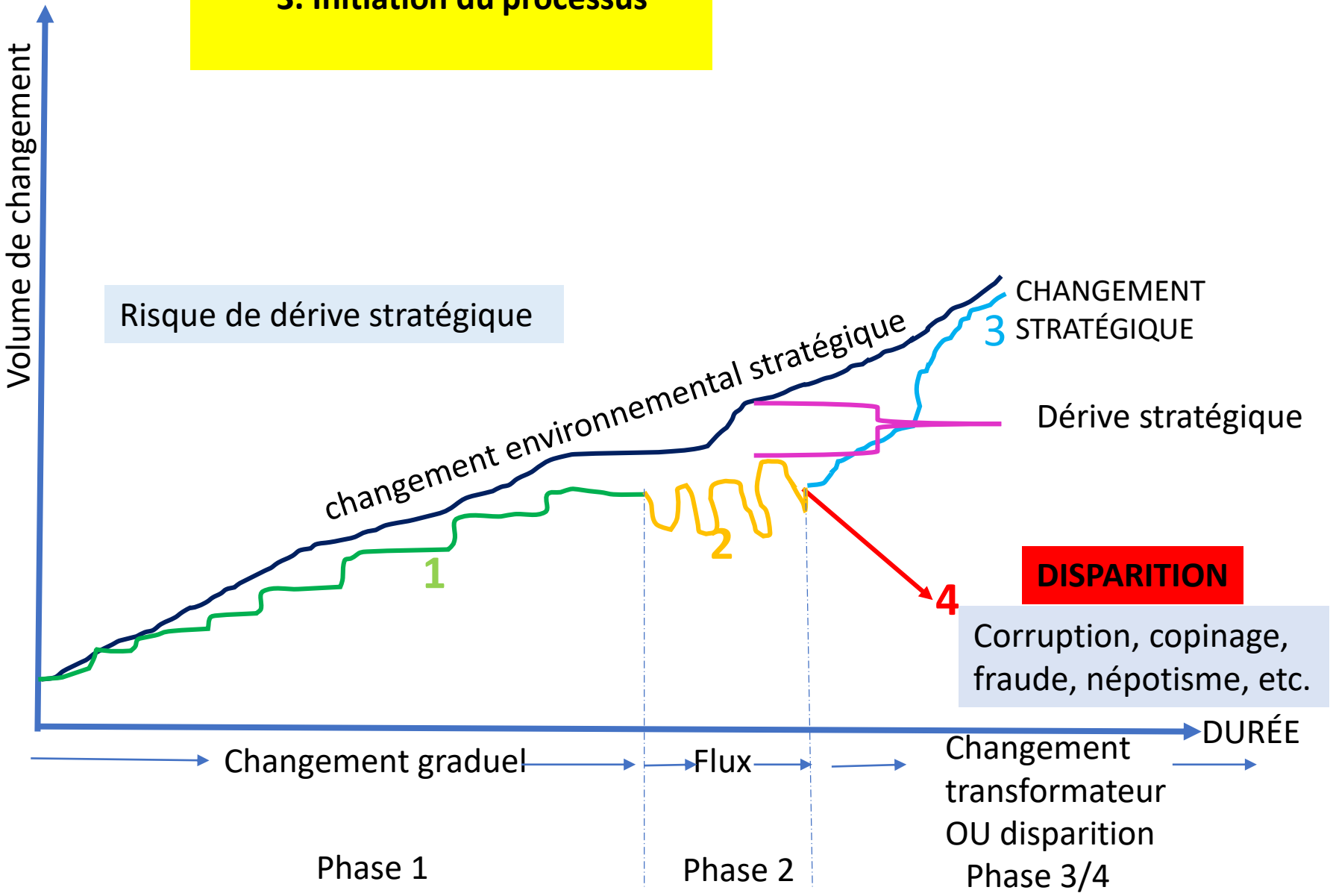
Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) – Organe chargé des politiques, de la défense et de la sécurité – Plan stratégique indicatif de l'organe (SIPO)

BOTSWANA – VISION 2016
Sept piliers

- Un effet de domino du centre de même qu'une forte pression interne des forces externes
- Nécessité de trouver un juste équilibre

- Demande d'examen de la défense
- Conseil de défense à l'OP (Bureau des affaires politiques)
- 2003 : approbation, secrétaire permanent (PS) chargé de la rédaction d'une note interne pour le cabinet
- Dynamique environnementale de l'époque (2003 à 2007)
  - Pas de ressources humaines au Bureau des affaires politiques
  - Calendrier de l'exécutif : préparation pour les élections générales de 2004
  - Départ à la retraite du commandant de la BDF
  - Après les élections : nouvelles nominations
  - 2008 : changement de président avec des attentes variées
  - Crise économique mondiale

3. Initiation du processus



★ Flux stratégique ★

(Graphique adapté du Centre de gestion du secteur de la sécurité – Université de Cranfield, Royaume-Uni, 2008)

4. Facteurs de l'élaboration d'une stratégie de sécurité nationale

- Directive présidentielle de juin 2008
- Chargé par défaut du Ministère de la défense, de la justice et de la sécurité (MDJS)
  - Dépositaire de substitution
  - Perpétue le mythe de l'État seule référence en matière de sécurité

5. Rôle des dirigeants politiques et appropriation nationale

- Très limité, voire nul ; souci de prudence
- Lobbying
  - Ministre du MDJS
    - Rôle de moteur et d'ambassadeur
    - Milite pour obtenir l'engagement politique et l'adhésion de ses collègues du cabinet
    - Seule voix de la raison dans le désert

6. Appropriation nationale

- Par l'intermédiaire d'assemblées consultatives gouvernementales
  - Interventions parlementaires
  - Réunions de cabinet – Parlement – Circonscriptions
  - Kgotla et séminaires
  - Heure des questions au parlement
- **Appropriation nationale pas encore réalisée**

STRATÉGIE – RELATIONS POLITIQUES

7. Évaluation institutionnelle du secteur de la sécurité et analyse des lacunes

7 Étapes du processus d'une stratégie de sécurité nationale

- Évaluation de l'environnement : intérêts nationaux, objectifs
- Évaluation des menaces : niveaux et priorités
- Cadre institutionnel : analyse des forces, faiblesses, possibilités et menaces (SWOT) ; formation de silos ; (in)suffisances et rôles actuels ; doubles emplois
- Analyse des lacunes : mécanismes de coordination, responsabilité
- Cadre institutionnel des politiques : revoir les politiques actuelles et les modifier en conséquence
- Mise en œuvre : ressources, considérations budgétaires
- Contrôle et évaluation

RESTE À FAIRE

Recommandations concernant le cadre institutionnel prêtes à être examinées par le cabinet et le président à la fin de l'étape 5.

8. Consultation avec les différents acteurs

- Contributions demandées aux différents acteurs gouvernementaux
- Rédaction au secrétariat du groupe de travail ; le secrétaire général doit donner son approbation
- Retards administratifs subis
- Aucune participation des citoyens et de la société civile
- Rôle consultatif de SSDAT uniquement sur le processus

La stratégie générale de la sécurité nationale doit orienter les politiques spécifiques des différentes institutions

9. Approbation du document

- Approbation de l'exécutif
- Approbation du parlement, qui consiste dans la plupart des cas à entériner la décision d'en haut
- Normalement, on pourrait s'attendre à ce que le parlement recommande à l'exécutif d'approuver le document

10. Enseignements tirés

- Nombreux problèmes
  - Préparations insuffisantes
  - Le concept et le processus d'élaboration d'une stratégie de sécurité sont mal compris par l'ensemble des acteurs
  - Domaine exclusif du gouvernement
  - Les cultures des différentes organisations favorisent la formation de silos
  - Dispositions douteuses et chacun protège son propre territoire
  - Mécanismes de surveillance faibles
  - Pouvoirs excessifs conférés à certains acteurs par des actes législatifs préexistants

11. Voie à suivre : une approche différente

- Créer un environnement favorable (formation interne) aux relations civilo-militaires et à l'évolution du concept contemporain de la stratégie de sécurité nationale pour les hauts fonctionnaires et les législateurs.
- Identifier un « ambassadeur » ayant des liens étroits avec l'exécutif
- Promouvoir une volonté politique forte chez l'exécutif :
  - À l'aide de séances d'information détaillées soulignant les avantages en fonction du développement économique et politique.
  - En indiquant les bénéfices et risques potentiels d'une réorganisation des institutions et comment celle-ci pourrait avoir un impact sur les nouvelles lois ou même la constitution.
- Retirer au gouvernement la conduite du processus en favorisant la participation des citoyens et de la société civile.
- Confier le processus à des fonctionnaires dédiés pour éviter les interruptions.

MERCI